



L'éco à venir

Retraites – un système à bout de souffle

Vers une réforme équitable et durable

Septembre 2025



Retraites : générosité... mais à quel prix ?

- Un **système généreux**... mais sous pression
 - Le niveau de vie des retraités français par rapport aux actifs est l'un des plus élevé d'Europe, tout comme le taux de pauvreté des plus de 65 ans est l'un des plus faible
 - Mais ce système **coûte 1000 euros par mois en moyenne par actif**, pèse sur le pouvoir d'achat du travail, dégrade la compétitivité et les déficits publics (démographie notamment)
- De **fortes inégalités intergénérationnelles** menant à la défiance et la fatigue des réformes
 - Les retraités actuels ont bénéficié d'un **rendement réel retraite de +2% par an** : elles touchent environ deux fois plus qu'elles n'ont cotisé en pouvoir d'achat
 - Les actifs d'aujourd'hui auront un rendement **inférieur à 0,5 % par an**, pour un rendement total de leurs cotisations 5 fois inférieur à celle des retraités aujourd'hui
- Un **système fragile et extrême comparé à nos voisins** : pendant qu'ils adaptent leurs modèles (âge, capitalisation...), la France se distingue par une succession de réformes paramétriques à répétition, une générosité préservée, une désincitation au travail et un grand nombre de régimes de retraite

Pour une retraite équitable, durable et qui redevient un investissement collectif, et non une angoisse individuelle

- **Diversifier** avec la capitalisation (53% des Français y sont prêts selon un sondage de la BPCE paru dans les Echos en juillet)
 - La retraite moyenne serait de 2700 euros aujourd'hui, au lieu de 1600 avec un système capitalisé, avec une redistribution des profits au plus grand nombre
 - Permettrait d'améliorer la souveraineté économique et financière de la France
 - La transition vers la capitalisation est coûteuse mais un chemin est possible
- **Corriger** les inégalités intergénérationnelles :
 - Moindre progression relative des pensions actuelles
 - Hausse de l'emploi des séniors ? Oui mais demande d'améliorer la perception du travail des séniors et problème de la poursuite de certains métiers à des âges élevés
- **Simplifier** et restaurer la confiance :
 - Réduire le nombre de régimes et introduire des comptes retraite numériques personnalisés
 - Passage à des comptes notionnels à cotisations définies



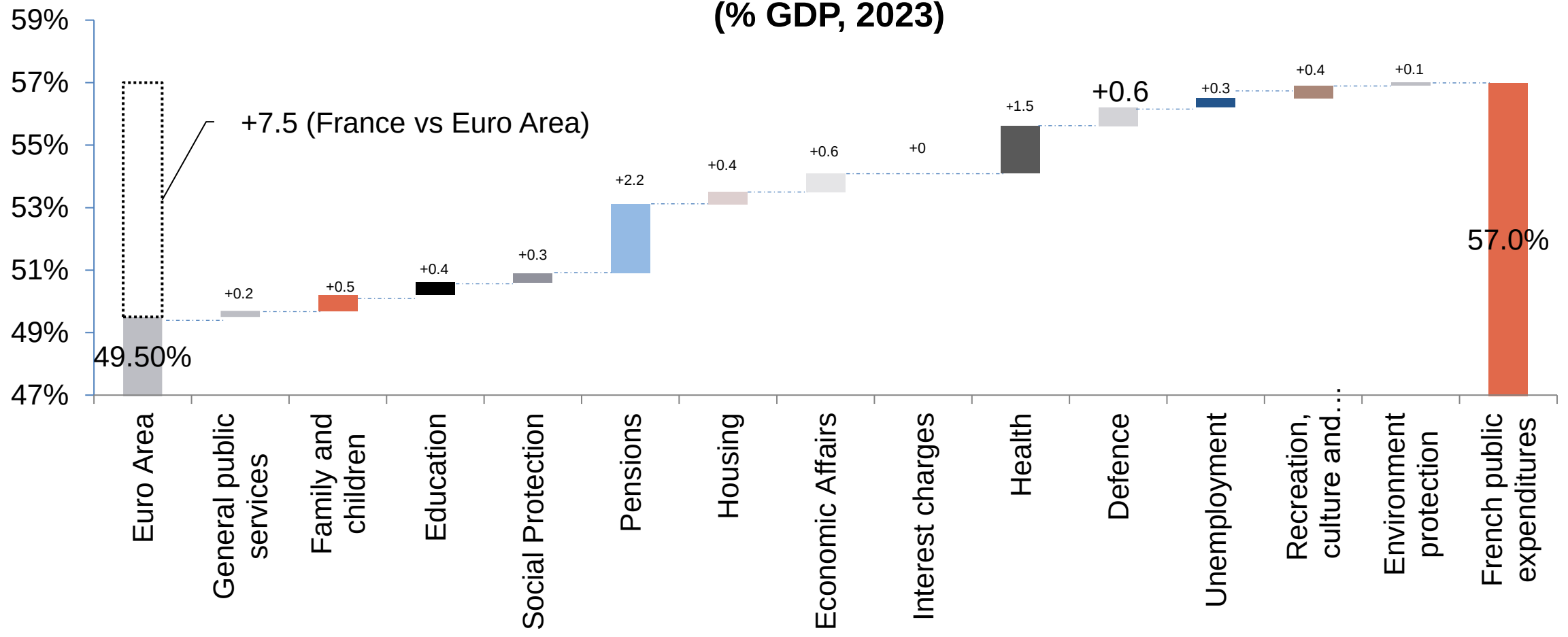
L'éco à venir

Un système généreux... mais insoutenable

- Un système généreux mais coûteux pour les actifs
- Niveau de vie élevé des retraités actuels
- Inégalité générationnelle du système
- Financement sous tension et déficits à venir

La générosité de notre système de retraites se voit dans les dépenses publiques...

**Différence entre les dépenses publiques en France et en Zone euro
(% GDP, 2023)**

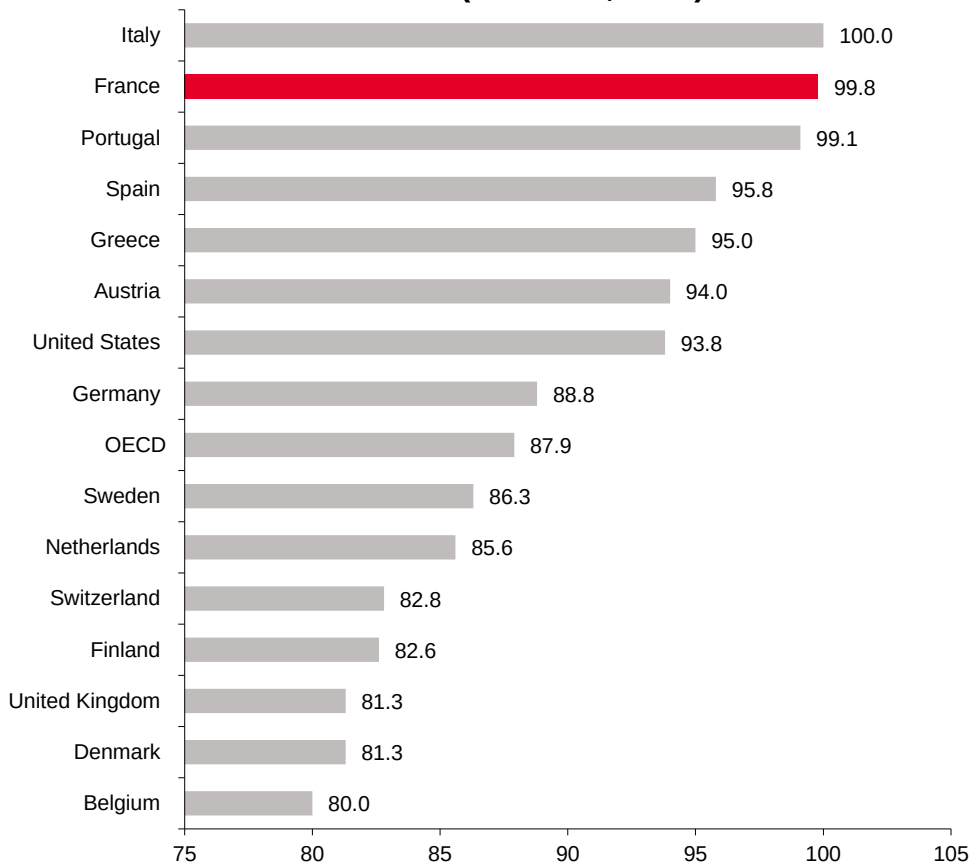


Source: France Strategie, Eurostat, OCDE



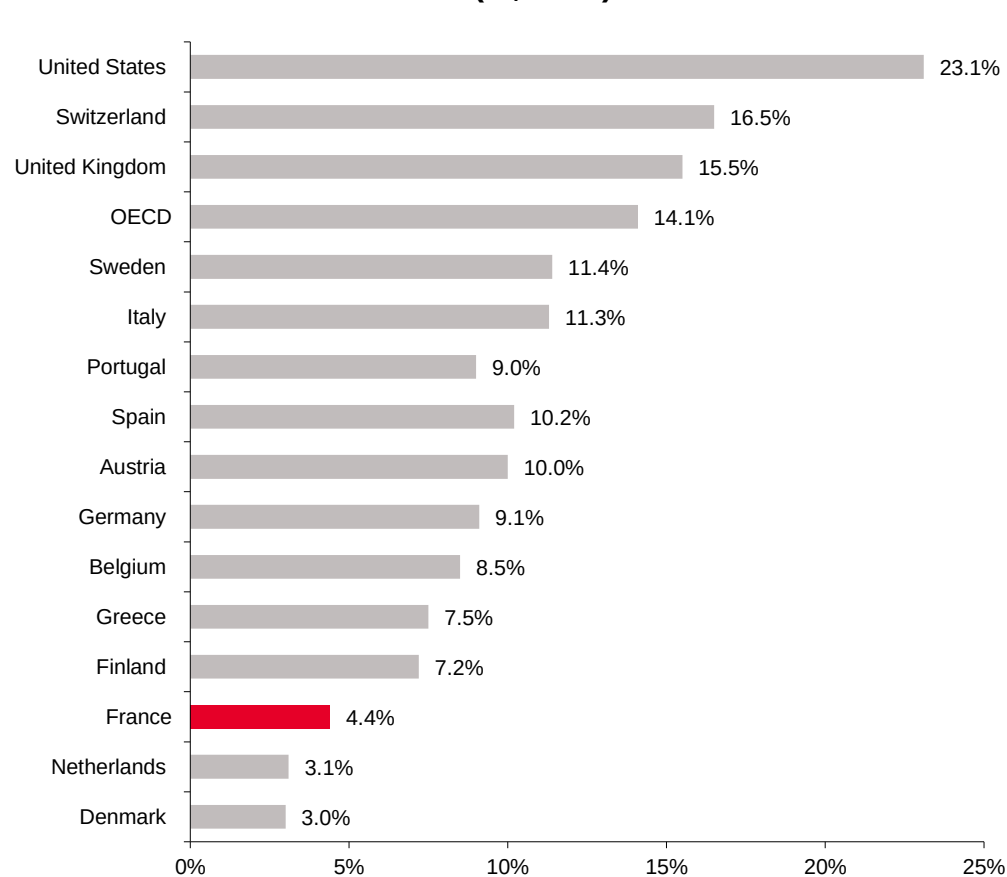
... et dans le niveau de vie relatif des plus de 65 ans

Niveau de vie des plus de 66 ans par rapport à celui de la population totale
(base 100, 2020)



Source: OECD Pensions at a Glance 2021

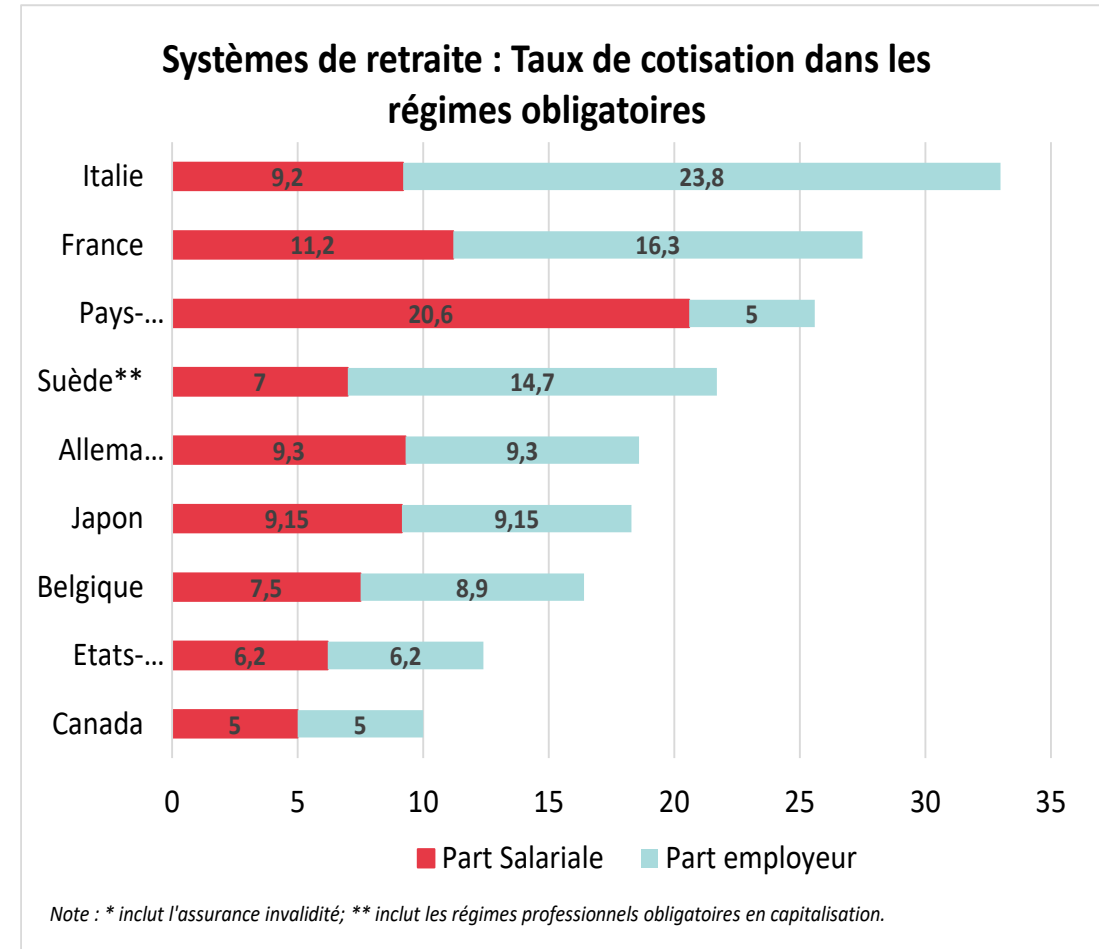
Taux de pauvreté des plus de 66 ans
(%, 2020)



Rappel : taux de pauvreté en France = 8,5% (méthode OCDE)

Cette générosité pèse sur les finances publiques, le pouvoir d'achat des actifs et sur la compétitivité-coût de l'économie française

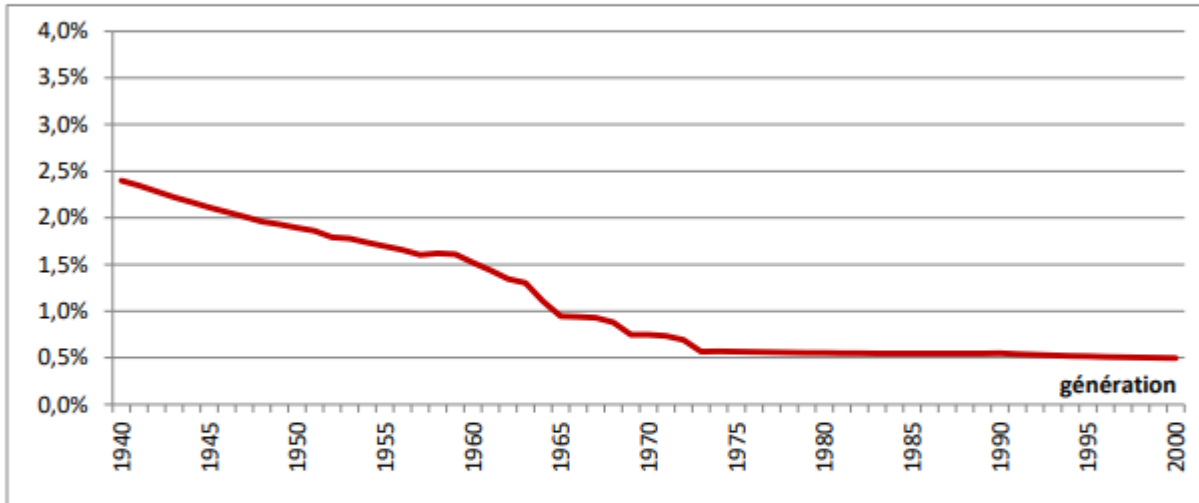
- Cette générosité a un coût important :
 - Cotisations retraite élevées : 28 % en moyenne (record en Europe, hors Italie).
 - Subventions massives à la fonction publique : rendent le “solde” trompeusement équilibré.
 - Part des cotisations sur salaires insuffisante : ne couvre que 66 % des dépenses, la différence étant assurée par des concours de l'Etat ou d'autres branches de la protection sociale.
 - Reste financé par l'État ou autres branches sociales.
- Conséquences : le travail ne paie plus
 - Le coût du système de retraite français pèse clairement sur le pouvoir d'achat des actifs
 - Plus généralement, il pèse sur la compétitivité-coût des entreprises françaises et donc sur la croissance économique par rapport à la plupart de nos voisins européens... ce qui *in fine* pèse sur le niveau des pensions à long terme...



Un rendement qui s'effondre pour les générations futures

Dans le système français, on ne cotise pas pour « sa » retraite

**Taux de rendement interne du cas type
de salarié non-cadre du secteur privé à carrière complète
(actualisation selon le SMPT, scénario de référence)**



Scénario de référence : hypothèses démographiques centrales de l'Insee (poursuite des gains d'espérance de vie, fécondité de 1,8 enfant par femme et solde migratoire net de 70 000 personnes par an), croissance annuelle de la productivité horaire du travail de 0,7 % (à partir de 2040) et taux de chômage de 7,0 % (à partir de 2032).

Lecture : le taux de rendement interne du cas type n° 2 de la génération 2000 serait de 0,5 % avec une actualisation selon le SMPT.

Source : calculs SG-COR.

Source: Rapport du COR, juin 2025

- Le taux de rendement interne correspond au rendement réel équivalent dans un système par capitalisation. Il compare le pouvoir d'achat de la pension par rapport aux cotisations.
- Les plus de 75 ans ont bénéficié d'un « taux de rendement interne » de près de 2 %.
- Pour les Français actuellement en activité, ce taux devrait être inférieur à 0,5 %.
- En d'autres termes, pour la première vague de boomers entre 1945 et 1959, ils ont touché 2 fois plus sur l'ensemble de leur retraite que ce qu'ils ont cotisé en pouvoir d'achat (France Stratégie, *Les réformes récentes des régimes de retraite sont-elles équitables ?*, 2016).

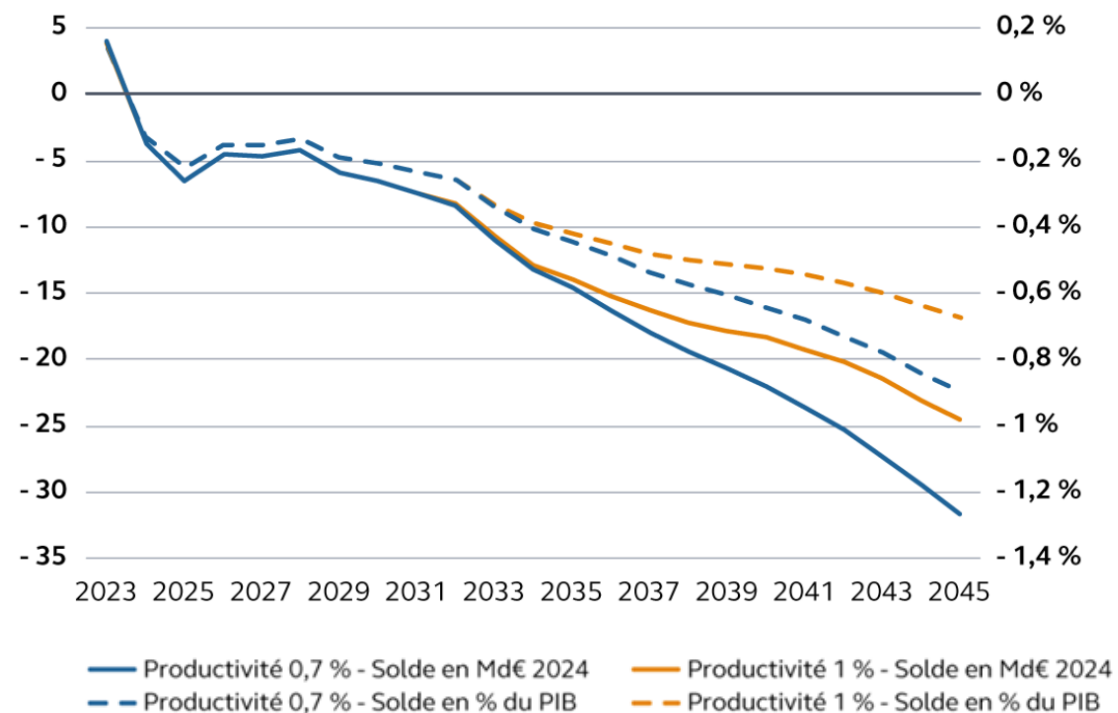


Pourquoi la dernière réforme a échoué : fatigue et défiance

- Fatigue des réformes successives : sentiment de “énième réforme”.
- Manque de confiance : complexité, sentiment de « ne plus en avoir pour ses cotisations ».
- Absence de doctrine claire : leviers sous-calibrés.
- Optimisme excessif sur la croissance future, notamment par le COR.
- Contexte budgétaire intenable.

SOLDE DU SYSTÈME DE RETRAITES

(en milliards d'euros 2024 et en % du PIB)

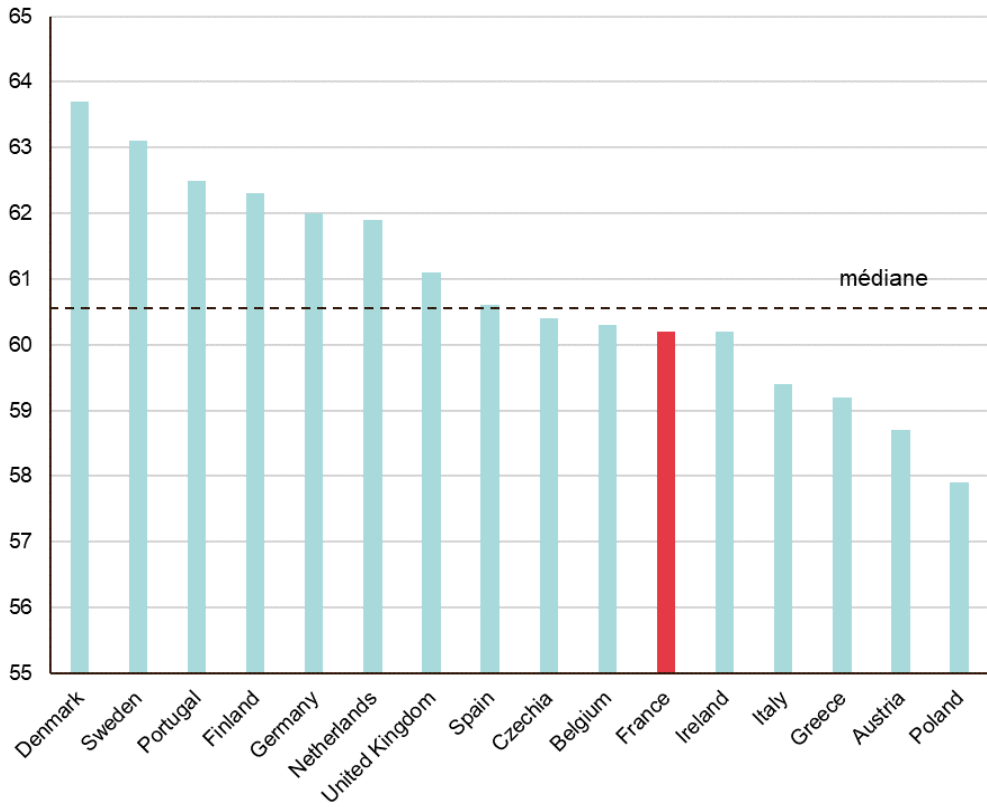


Note : solde hors produits et charges financières, hors dotations et reprises sur provisions.

Source : Cour des comptes, projections actualisées par le secrétariat général du COR.

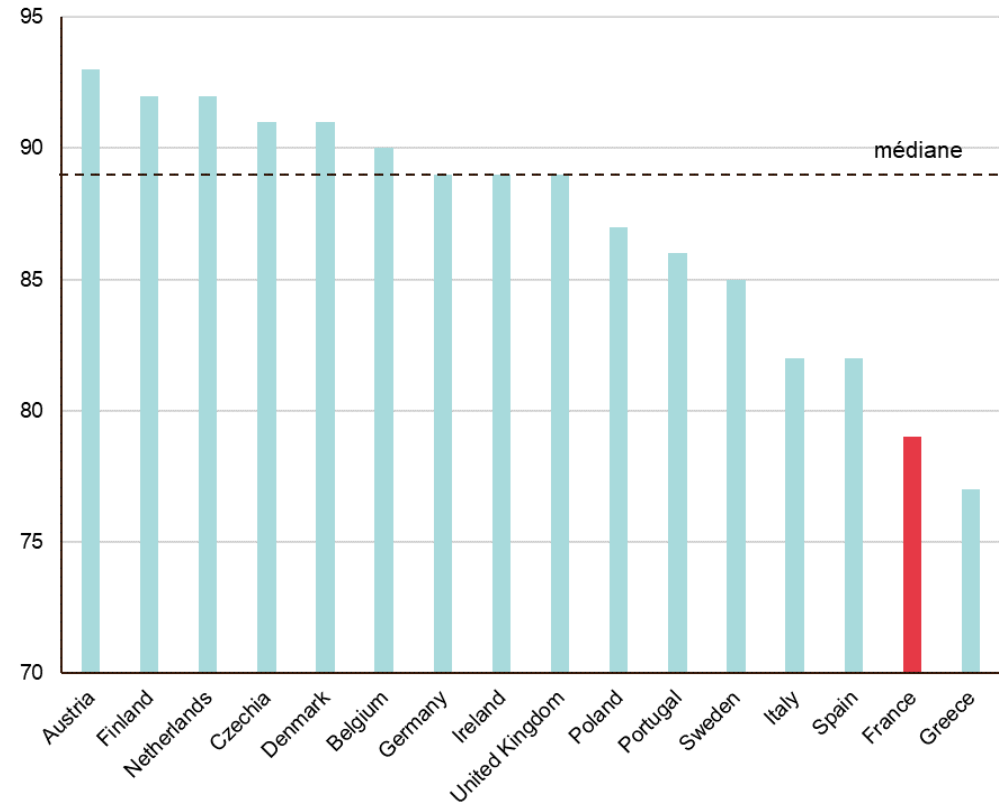
Les Français veulent partir tôt en retraite, en partie car ils sont insatisfaits de leurs conditions de travail

Age souhaité de départ en retraite



Source : European Working Conditions Survey (2015)

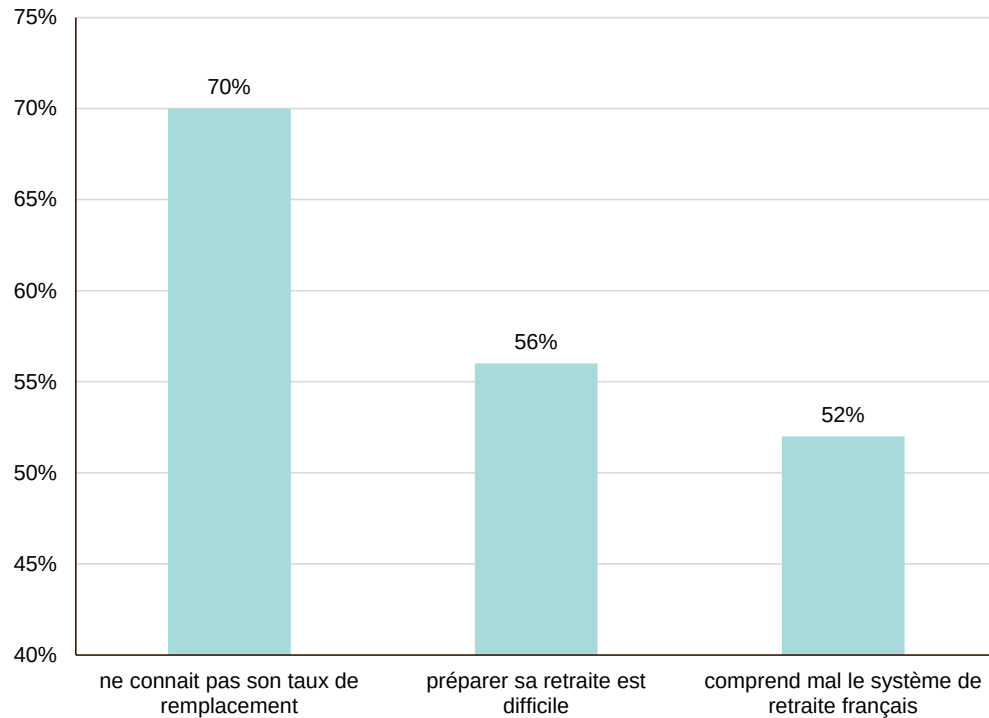
Degré de satisfaction aux conditions de travail



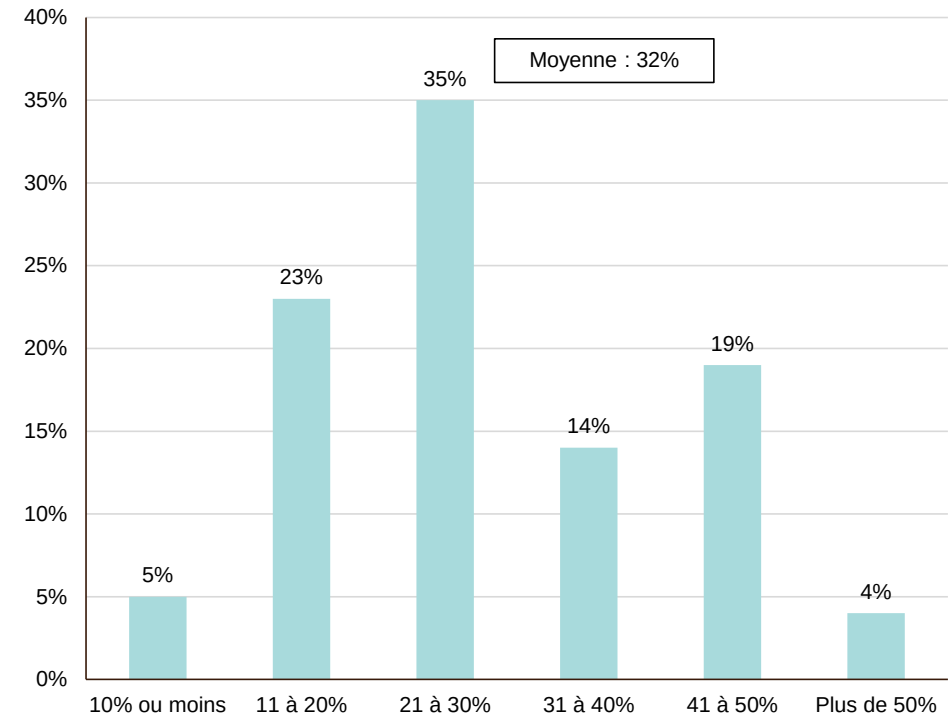
Source : European Working Conditions Survey (2015)

Les Français comprennent mal leur système de retraites et sont pessimistes sur leurs pensions

Une majorité de français se considère mal informé de ses droits à la retraite



Une grande majorité de français (84%) anticipent une chute de leur pouvoir d'achat à la retraite



Source : Sondage Odoxa (2025)



L'éco à venir

Comparaison internationale : que font nos voisins ?

La France se distingue par sa forte redistribution, une désincitation au travail et un grand nombre de régimes de retraite

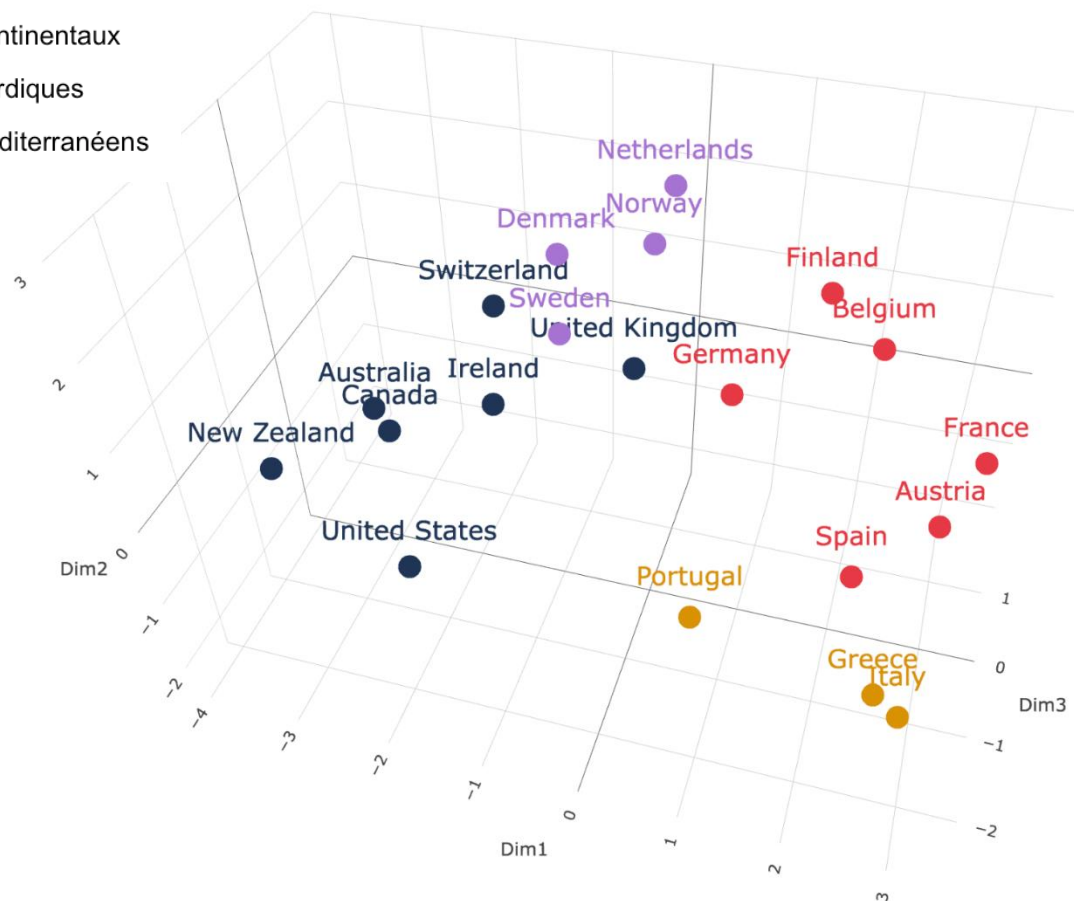


Analyse par clusters : la France, une exception fragile (1/2)

Clusters

- Pays Anglo-Saxons
- Pays Continentaux
- Pays Nordiques
- Pays Méditerranéens

Clustering Pays OCDE - ACP



Comment sont influencées les trois premières composantes principales (ou dimensions) :

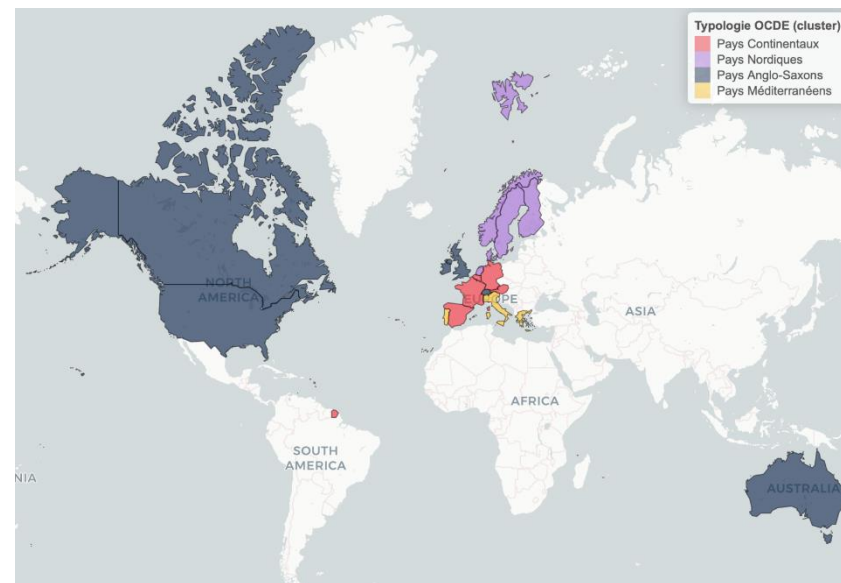
Dimension 1 : Générosité publique et part des transferts

Dimension 2 : Emploi senior et niveau de vie des seniors

Dimension 3 : Structure institutionnelle (multiplicité des régimes)

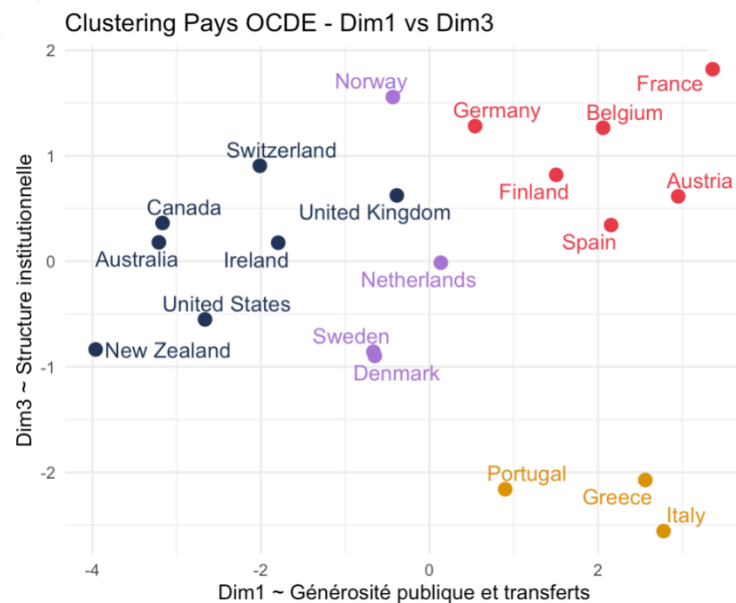
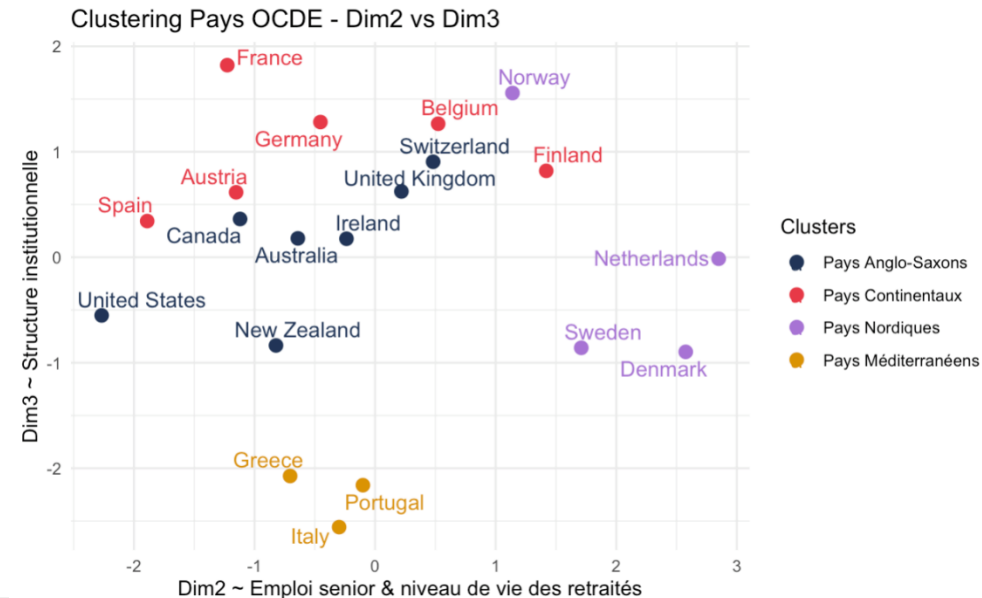
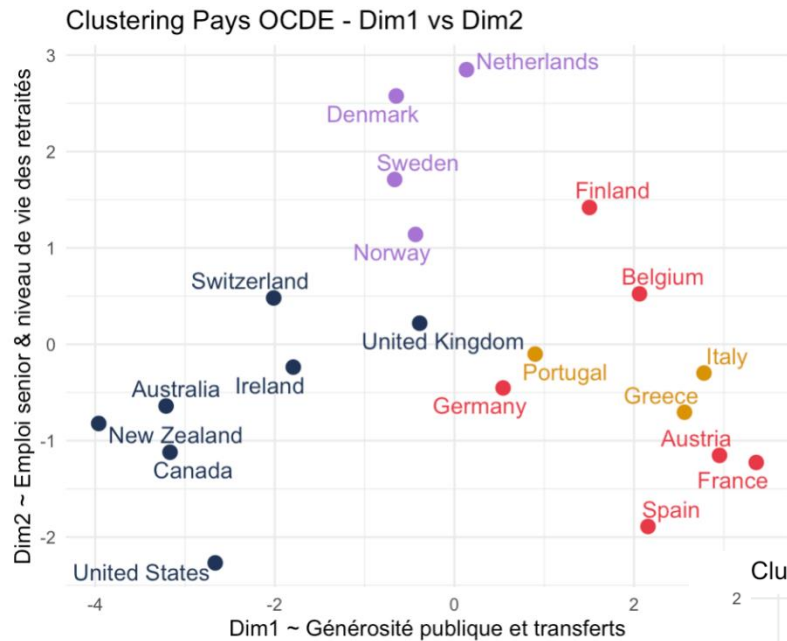
Visualiser les résultats et l'ensemble des données à travers la cartographie interactive par le lien suivant :

[Cartographie interactive](#)





Analyse par clusters : la France, une exception fragile (2/2)





4 modèles, 4 visions de la retraite

Pays continentaux : *France, Allemagne, Espagne, Belgique, Autriche, Finlande.*

Ces pays se distinguent par une forte implication de l'État dans les retraites et un système fragmenté. Les dépenses publiques sont élevées (12,5 % du PIB en moyenne), les retraites relativement généreuses (taux de remplacement net moyen de 71,2 %), une grande partie des revenus des seniors provient de transferts publics (78,5 %). Le niveau de vie des plus de 65 ans est élevé (90,4 % de celui du reste de la population), le taux de pauvreté chez les 65+ est faible (8,7 %). Le taux d'emploi des seniors est relativement faible (62 %). Ces systèmes sont fragmentés (en moyenne 5,5 régimes principaux par pays) et ont subi des réformes sous-calibrées par rapport aux évolutions démographiques (à l'exception de l'Allemagne et de la Finlande).

La France adopte une position singulière au sein de cette typologie : elle se distingue systématiquement par une position marquée, traduisant un modèle particulièrement redistributif, faiblement incitatif à l'activité, et complexe dans sa structure.

Pays méditerranéens : *Italie, Portugal, Grèce.*

Ces pays incarnent une solidarité publique très marquée et ont intégré des mesures automatiques de soutenabilité. Ils présentent les retraites les plus généreuses : taux de remplacement à 90,5 %, niveau de vie des plus de 65 ans à 98,5 % de celui du reste de la population, et des dépenses publiques élevées (14,7 % du PIB). L'emploi des 55-64 ans y est faible (57,3 %). Ces systèmes prévoient un recul automatique de l'âge de la retraite (de 4,5 ans).

Pays nordiques : *Suède, Norvège, Danemark, Pays-Bas.*

Ces systèmes combinent équité, efficacité et soutenabilité. Ils s'appuient à la fois sur des pensions publiques solides et des fonds de pensions développés (actifs de 182,8 % du PIB). L'emploi des 55-64 ans y est très élevé (74,5%), tout comme l'âge effectif de départ (65 ans), ce qui limite le poids des dépenses publiques de retraites (8,7 % du PIB). Le taux de remplacement net reste élevé (72,7 %) et la pauvreté des plus de 65 ans particulièrement faible (6,4 %).

Pays anglo-saxons : *États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Irlande, Suisse.*

Ces pays privilégient une logique de responsabilité individuelle. Les pensions publiques y sont faibles (5,3 % du PIB), de même que les taux de remplacement (44 %) et la part des transferts dans le revenu des retraités (57,5 %). En contrepartie, l'emploi après 55 ans est élevé, les revenus du capital importants, et les fonds de pension bien capitalisés (109,3 % du PIB en moyenne). Toutefois, cette approche s'accompagne d'un taux de pauvreté élevé chez les plus de 65 ans (17,3 %).



L'éco à venir

Un autre chemin est possible



Financer, simplifier, restaurer la confiance

- Financement des retraites
 - Hausse des cotisations : difficile en raison de la crise de pouvoir d'achat du travail
 - Hausse du taux d'emploi des seniors : oui mais difficile selon les métiers
 - Limitation la hausse des pensions actuelles : désindexation, retraite maximale pour réduire les inégalités
 - Introduire de la capitalisation: la transition peut poser problème mais un chemin est possible (focus partie suivante)
- Fatigue des réformes
 - Passage à un système notionnel : équilibre automatique
 - Pensions ajustées à l'espérance de vie et la croissance
 - Transparence et stabilité sans nouvelles réformes politiques
 - Souplesse sur l'âge de départ à la retraite
- Complexité et manque de compréhension du système => Réduction du nombre de régimes (simplification institutionnelle) pour plus d'égalité
 - Fusion ou alignement pour plus d'équité et de lisibilité
 - Meilleure portabilité des droits
 - Moins d'effets d'aubaine entre régimes
- Manque de confiance dans le système => Comptes retraite numériques personnalisés pour plus de visibilité



L'éco à venir

Capitalisation : et si la retraite redevenait un investissement collectif, et non une angoisse individuelle ?

Les derniers sondages montrent qu'une majorité de Français veut introduire de la capitalisation (BFMTV 16 juin 2025, Elabe février 2025, Harris février 2025...)



La capitalisation permet des rendements plus élevés que la répartition

- Si nous avons déjà un système mixte capitalisation/répartition, la retraite moyenne actuelle serait, à effort de cotisations inchangé, de 2700 euros (contre 1660 euros aujourd'hui)
- L'investissement dans les marchés financiers est concentré dans les secteurs les plus productifs de l'économie.

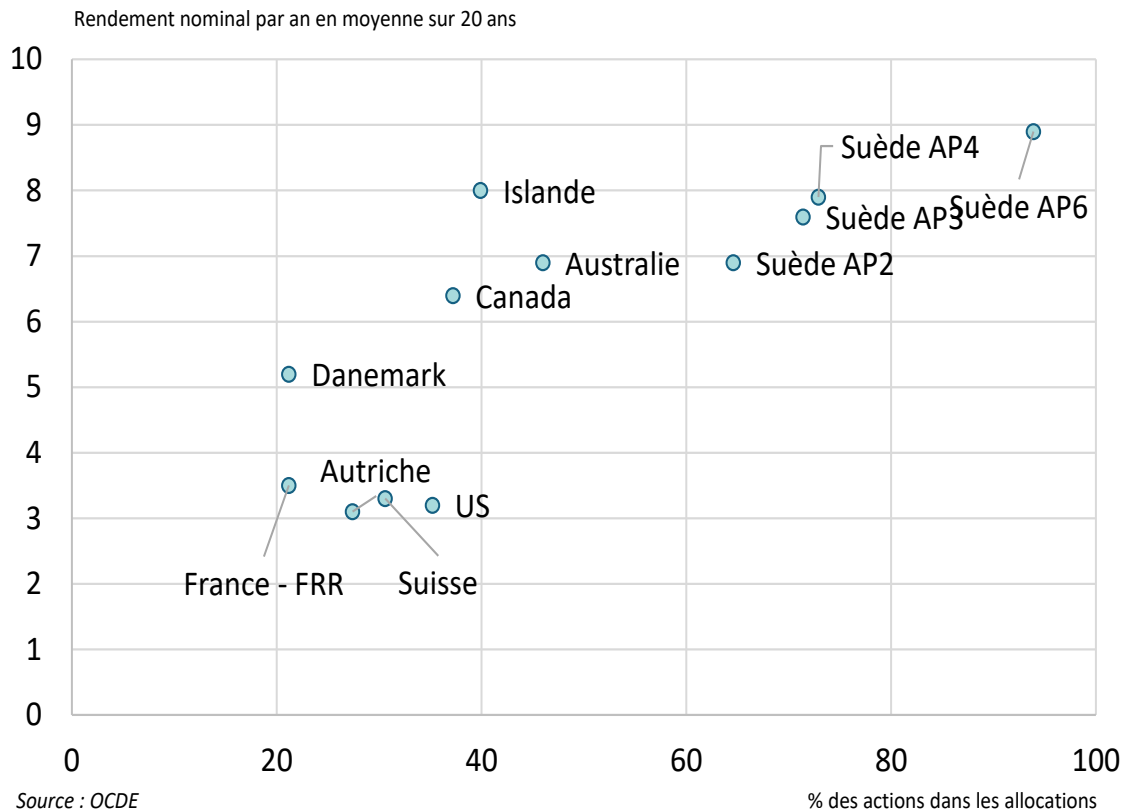
Gains de productivité annuels en France depuis 1980

Total	Agriculture	Secteur privé – Manufacturiers	Construction	Secteur privé - Services	Service public
0.95%	1.9%	2.55%	0.1%	0.75%	0.2%

Source : Insee

- Il permet de bénéficier d'une diversification à l'international et donc de rendements de pays avec une démographie moins défavorable.

Les rendements des fonds de pension sont d'autant plus élevés qu'ils sont exposés aux marches actions





Et si on adoptait un système plus équitable et durable ?

- Le taux des cotisations retraite représente actuellement 28% ; prenons l'exemple d'un passage à 14% de répartition et 14% de capitalisation obligatoire.
- Pour la partie répartition, on passerait à un système notional à cotisations définies permettant d'équilibrer automatiquement les pensions par répartition en fonction de la situation économique et démographique, avec un effort supplémentaire des retraités actuels (leurs pensions sont plus généreuses) pour réduire le coût de la transition ; la pension par répartition serait la même pour tout le monde.
- A long terme, une hausse du rendement du système peut permettre de faire baisser le poids des cotisations sur le pouvoir d'achat des actifs et de revenir à des taux de cotisations plus en ligne avec nos principaux partenaires européens : les retraites coûtent près de 1 000 euros mensuels par actif en France.
- La retraite ne dépendrait plus de sa trajectoire professionnelle ou du secteur d'activité.
- La visibilité sur les pensions tout au long de sa vie devient transparente et l'âge de départ à la retraite plus modulable.

Un fonds d'investissement citoyen pour préparer l'avenir

- Idée : créer un grand fonds collectif pour financer la part capitalisée des retraites.
 - Investi à 70 % en obligations et actions, avec capital garanti voire un rendement garanti d'au moins 2 % par an.
 - Sécurisé et accessible à tous.
- Objectifs :
 - Soutenir l'économie française : 10 % pour l'industrie, 10 % pour l'énergie, 10 % pour la défense.
 - Renforcer notre souveraineté économique et financière.
 - Diriger l'épargne vers des activités productives.
- Avantage :
 - Diversifier le financement des retraites.
 - Profiter des rendements des marchés financiers.
 - Partager les gains du capital entre tous les citoyens.



Transition : trois chemins, une seule destination raisonnable

- La transition vers un système mixte peut être très coûteuse pour les finances publiques : il faut continuer de payer les retraites par répartition des retraités dans l'ancien système alors que les actifs commencent à moins cotiser pour la répartition et davantage pour la cotisation.
 - Voie 1 : Surcotisation à la capitalisation
 - => très difficile en France compte tenu des impôts déjà très élevés pesant sur le travail
 - Voie 2 : Emission d'une dette publique/transfert d'actifs
 - => Financement de la répartition ou transfert des participations de l'Etat vers le fonds d'investissement citoyen au fur et à mesure de la montée en charge de la capitalisation
 - Voie 3 : Désindexation temporaire et partielle des pensions actuelles
 - => Limite l'augmentation des dépenses et cible les retraités les plus favorisés
- Les simulations suivantes et la solution proposée est un mixte des voies 2 et 3.



Une transition soutenable, un effort partagé

- Plus la transition est progressive, plus l'écart annuel entre les montants des pensions par répartition et les cotisations affectées à la répartition est faible ; à long terme, le coût de la transition tend vers 0 en proportion du PIB.
- Un plafonnement du coût des pensions actuelles semble nécessaire pour assurer la transition :
 - Limite le coût de la transition dès les premières années et réduit les inégalités entre générationnelles,
 - Peut être mis en place à travers des mesures de désindexations partielles ou un plafond maximal de pension décroissant pour converger vers le nouveau système notional sans désindexer les petites retraites.
- La capitalisation compense progressivement la perte de pouvoir d'achat : sans réforme le pouvoir d'achat des retraites baissera encore plus.
- Financement :
 - La dette publique générée par la transition pourrait, si besoin, être achetée par le fonds d'investissement citoyen.
 - Au lieu d'émettre de la dette, l'Etat peut simplement transférer une partie de ses actifs au fonds d'investissement citoyen pour amorcer la capitalisation sans émission de dette.



Un scénario du futur : moitié répartition, moitié capitalisation

- Hypothèse : sur 30 ans, on répartit les cotisations moitié répartition / moitié capitalisation.
 - Les simulations sont données à titre indicatif pour donner un ordre d'idée, mais beaucoup de paramètres entrent en jeu.
 - Désindexer partiellement les pensions sur 20 ans (1 % en moins par an) pour réduire le coût et réduire les inégalités entre générations durant la transition.
 - Dans des scénarios dit « lissage intergénérationnel », le pouvoir d'achat des prochains retraités est soutenu par le transfert des participations de l'Etat au fonds d'investissement citoyen, puis au bout de 10 ans, par l'anticipation d'une partie des rendements du fonds d'investissement citoyen
 - Economie : Avec une productivité réelle de 0,5 % par an, une inflation de 2%, un rendement réel de la capitalisation de 2% et un taux moyen de 3% sur la dette émise.
- Effet :
 - La part répartition devient automatiquement équilibrée, mais son pouvoir d'achat baisse.
 - La capitalisation apporte de meilleures retraites à long terme.
- Remarque :
 - La comparaison suppose que les cotisations restent définies et que la dette éventuelle ne sert qu'à financer la transition.



A long terme, plus de retraite pour moins de cotisations

En pouvoir d'achat de 2025 (€/MOIS)

ANNÉES	PENSION PAR RÉPARTITION	PENSION PAR CAPITALISATION	PENSION TOTALE SANS MESURE CORRECTIVE	PENSION TOTALE AVEC LISSAGE GENERATIONNEL ET TRANSFERT D'ACTIFS PUBLICS	PENSION MENSUELLE RÉPARTITION ACTUELLE
2025	1660	0	1660	1660	1660
2030	1508	15	1523	1523	1614
2035	1359	66	1425	1500	1573
2040	1214	160	1374	1500	1533
2045	1071	308	1379	1500	1494
2050	932	523	1455	1533	1455
2055	795	813	1608	1567	1460
2060	816	1028	1844	1690	1499
2065	837	1273	2110	1855	1537
2070	857	1558	2415	2103	1574
2075	880	1888	2768	2390	1616

L'effort maximal de la transition pour les finances publiques = 1% du PIB en 2060

- Cet effort peut être lissé et partiellement financé par le fonds d'investissement citoyen
- Sans désindexation des pensions pendant 20 ans, la dette générée devient très élevée (plus d'une fois le PIB)

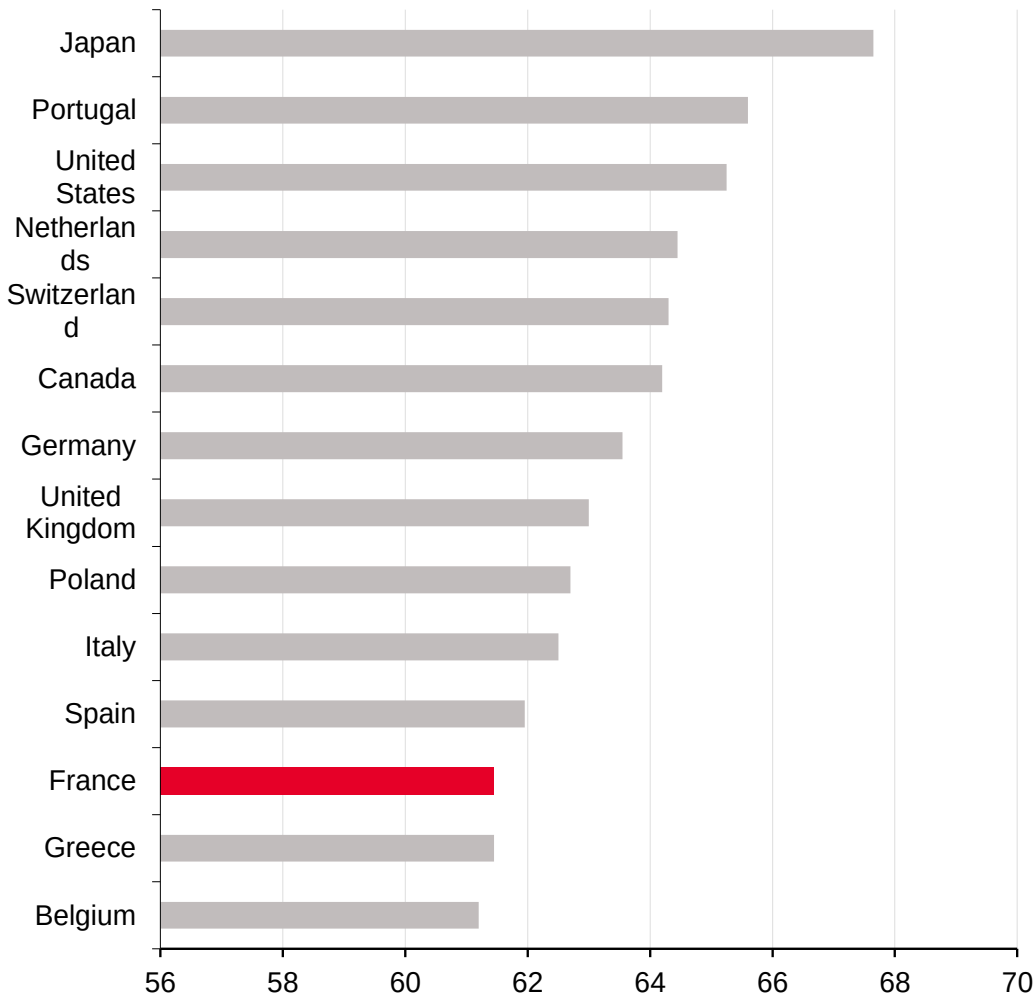
ANNÉES	DETTE GÉNÉRÉE/PIB	INTÉRÊT/PIB	FONDS DE PENSION CAPITALISÉ (% DU PIB)	RENDEMENTS ANNUELS DU FONDS (% DU PIB)
2025	0%	0.00%	0%	0.0%
2030	0,23%	0.01%	5%	0.2%
2035	1.12%	0.03%	10%	0.4%
2040	3.10%	0.09%	20%	0.8%
2045	6.65%	0.20%	40%	1.6%
2050	14.29%	0.43%	60%	2.4%
2055	21.33%	0.64%	80%	3.2%
2060	32.53%	0.98%	100%	4.0%
2065	28.73%	0.86%	120%	4.8%
2070	25.53%	0.77%	135%	5.4%
2075	22.41%	0.67%	145%	5.8%

Annexes



Les Français partent relativement tôt à la retraite et héritent proches de la retraite

Age effectif de sortie du marché du travail, 2022



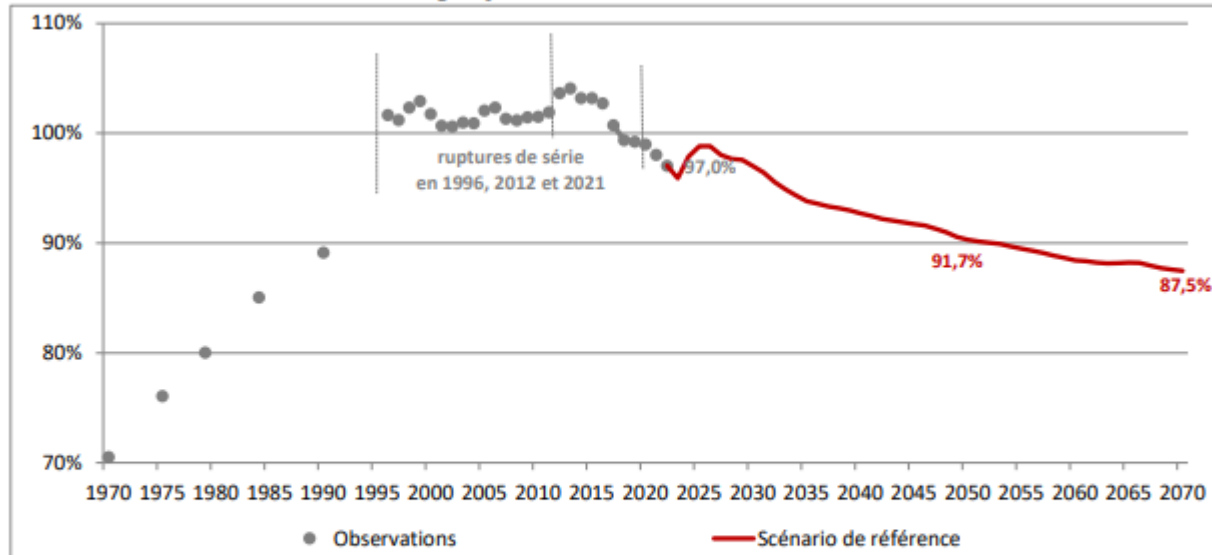
On ne prend pas en compte l'âge de plus en plus tardif de l'héritage dans les calculs de niveau de vie :

- 30 ans en 1950
- 45 ans en 1980
- 53 ans en 2024

Inégalités intergénérationnelles marquées

Le niveau de vie relatif élevé des générations du baby boom

Niveau de vie moyen des retraités rapporté à celui de l'ensemble de la population observé et projeté dans le scénario de référence



Scénario de référence : hypothèses démographiques centrales de l'Insee (poursuite des gains d'espérance de vie, fécondité de 1,8 enfant par femme et solde migratoire net de 70 000 personnes par an), croissance annuelle de la productivité horaire du travail de 0,7 % (à partir de 2040) et taux de chômage de 7,0 % (à partir de 2032).

Sources : Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1996 ; Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives de 1996 à 2004 ; Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2022 ; projections COR - juin 2025 ; Insee, modèle Destinie.

- Les babyboomers ont connu un niveau de vie très élevé et stable depuis 1995.
- Générations suivantes → baisse structurelle attendue à la retraite à cause de la détérioration démographique et de la baisse de la croissance économique.
- Simulations du COR structurellement trop optimistes → hypothèses de croissance « constructives », déficits budgétaires ignorés, qui conduisent à surestimer les pensions futures.

Source: Rapport du COR, juin 2025



Quel avenir du financement de la retraite par répartition ?

- Concrètement, le système de retraite actuel coûte en moyenne 1000 euros de cotisation par actif
- Les simulations plus bas montrent l'évolution du système de retraite
 - Sans recours supplémentaire à l'endettement
 - En fixant le taux de cotisation retraite au niveau actuel
 - En tenant compte des hypothèses démographiques du COR
- Les résultats sont présentés en pouvoir d'achat de 2025 : sans endettement ou hausse des taux de cotisations, le pouvoir d'achat des retraites est amené à baisser

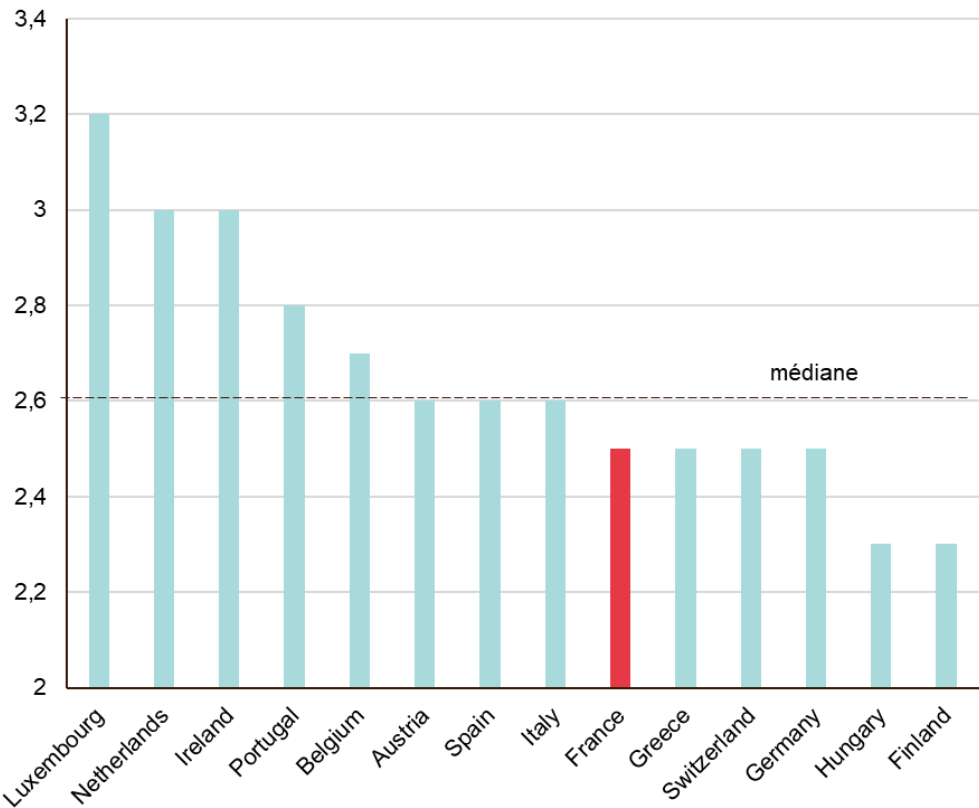
Année	Pouvoir d'achat des retraites		
	Pension mensuelle (0 % productivité)	Pension mensuelle (0,5 % productivité)	Pension mensuelle (1 % productivité)
2025	1660 €	1660 €	1660 €
2030	1576 €	1614 €	1657 €
2035	1497 €	1573 €	1653 €
2040	1422 €	1533 €	1652 €
2045	1352 €	1494 €	1650 €
2050	1286 €	1455 €	1649 €
2055	1224 €	1420 €	1648 €

Année	Baisse de pouvoir d'achat due aux cotisations retraites pour les actifs		
	Cotisation mensuelle (0 % de productivité)	Cotisation mensuelle (0,5 % de productivité)	Cotisation mensuelle (1 % de productivité)
2025	946 €	946 €	946 €
2030	946 €	970 €	995 €
2035	946 €	995 €	1 044 €
2040	946 €	1 019 €	1 099 €
2045	946 €	1 044 €	1 155 €
2050	946 €	1 071 €	1 213 €
2055	946 €	1 099 €	1 274 €



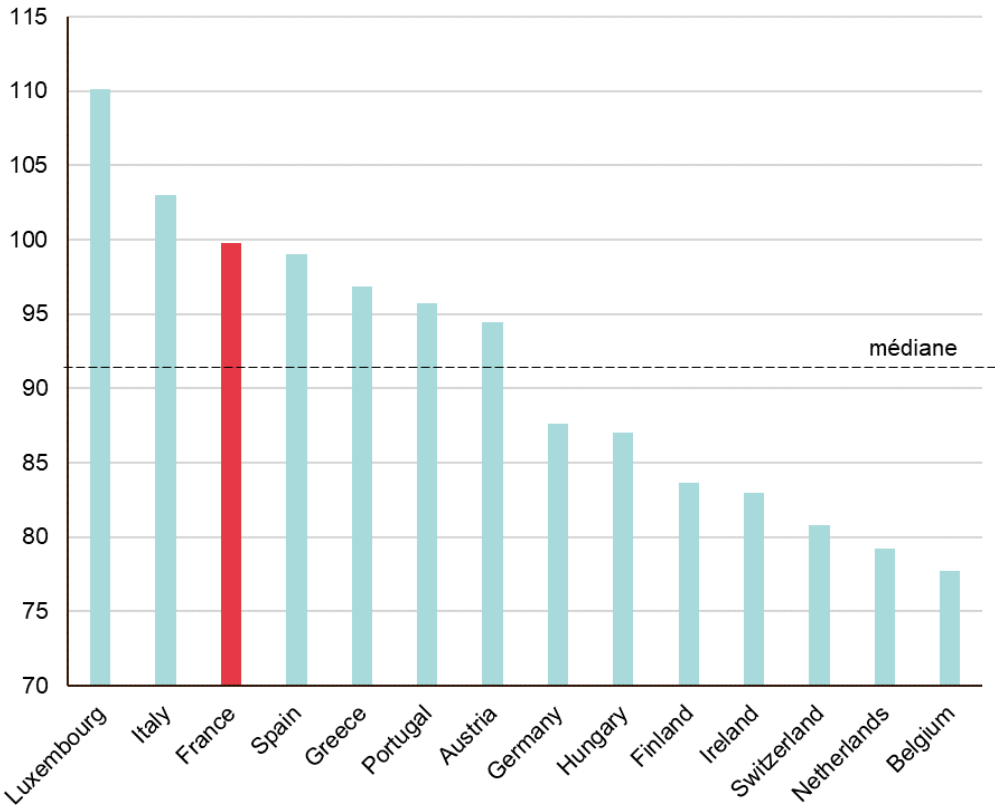
Les Français sous-estiment leur niveau de vie à la retraite...

Confiance dans le maintien d'un niveau de vie confortable grâce aux pensions de retraite



Source : Pan-European Pension Survey (2023)

Niveau de vie relatif des plus de 65 ans (%)

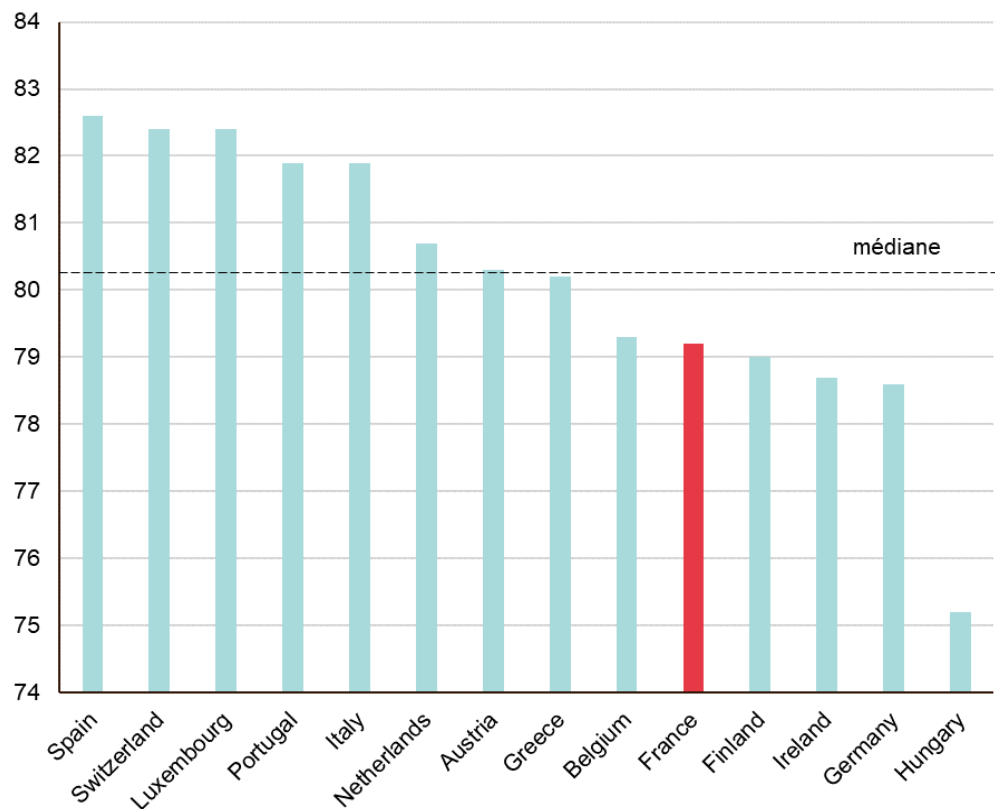


Source : OCDE (2022)



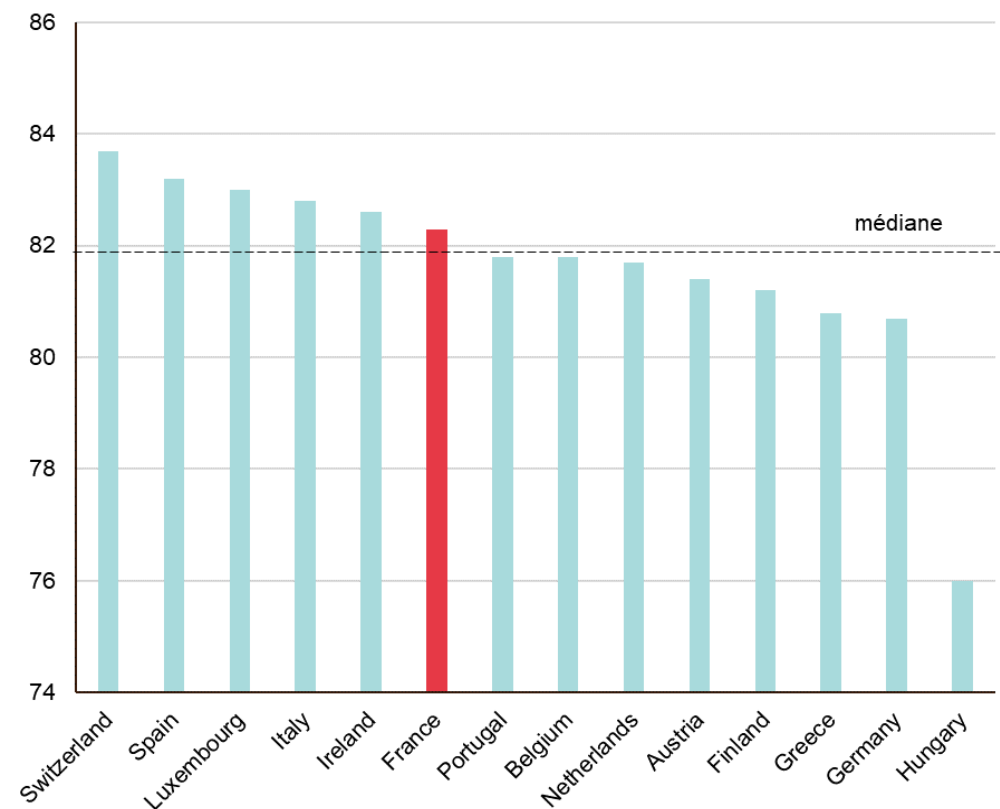
... et leur espérance de vie

Espérance de vie, d'après les ménages



Source : Pan-European Pension Survey (2023)

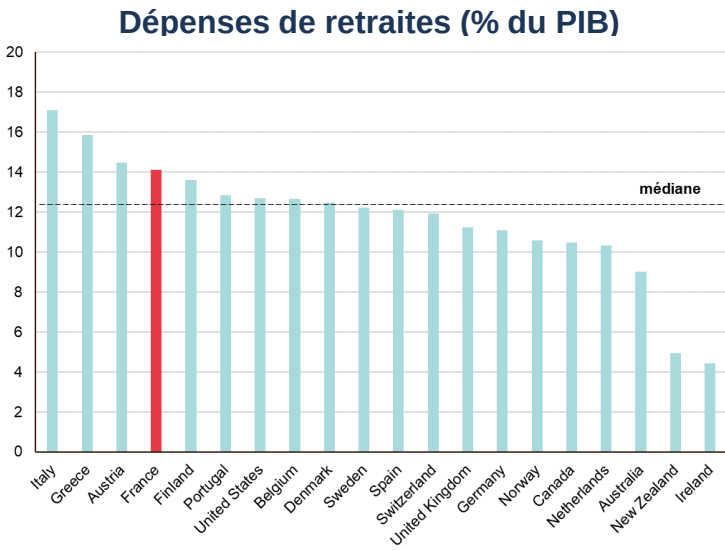
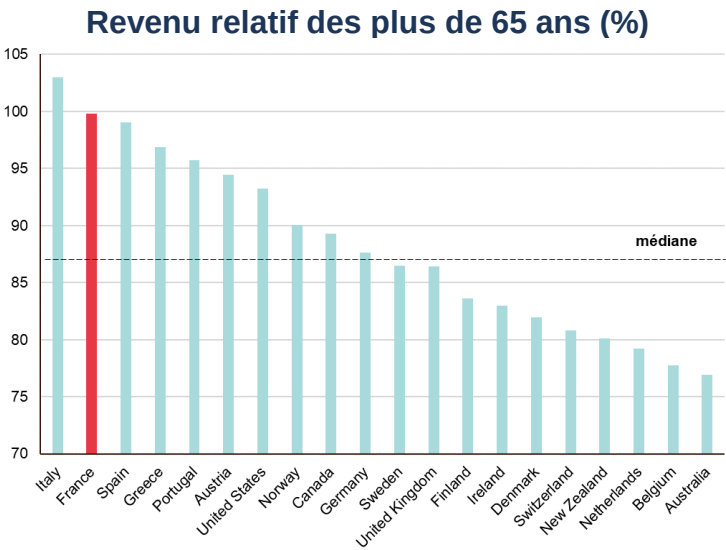
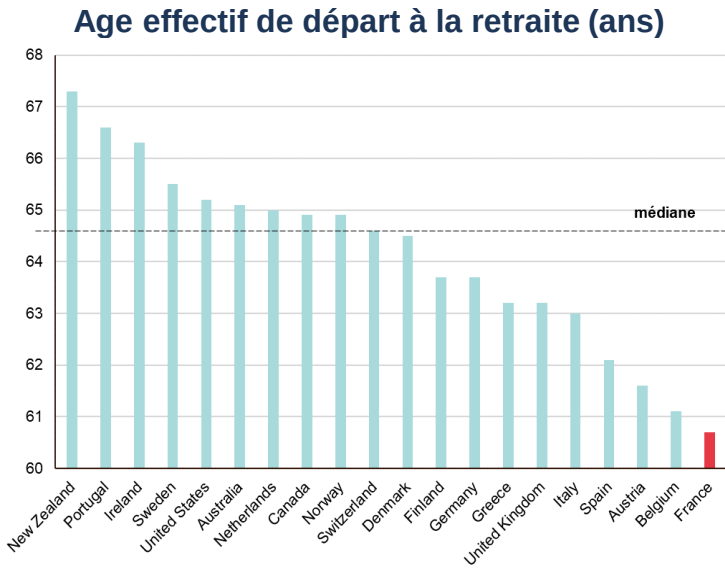
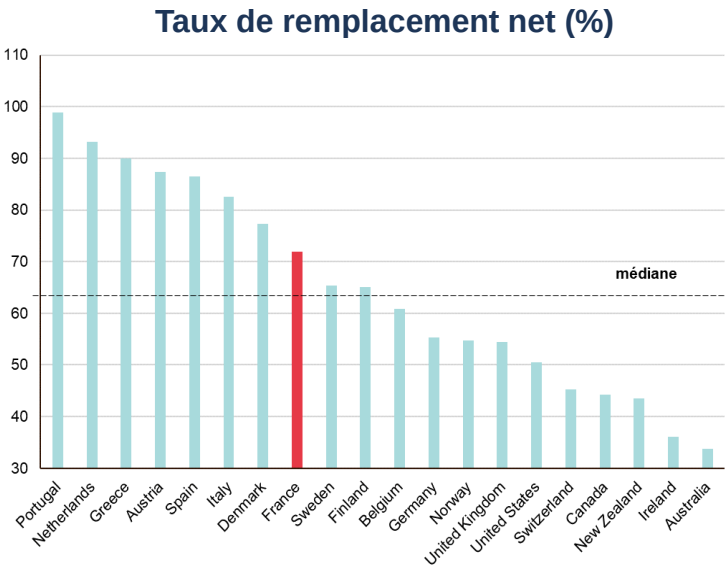
Espérance de vie mesurée



Source : OCDE (2022)



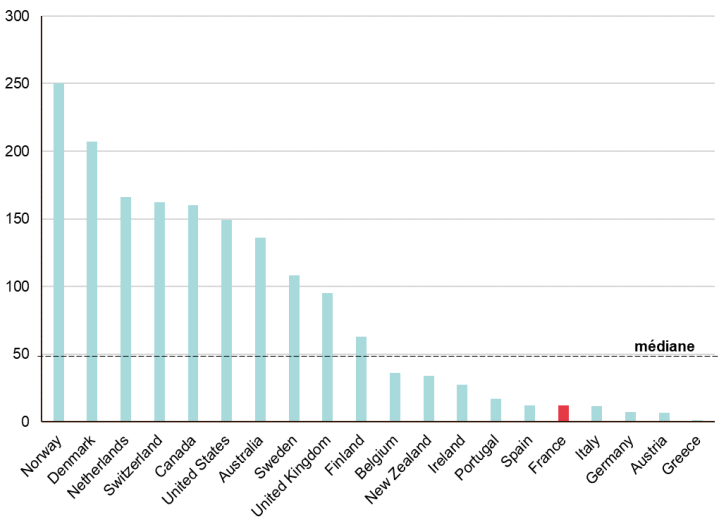
(Annexe 1/3) Analyse comparative : les 12 variables utilisées



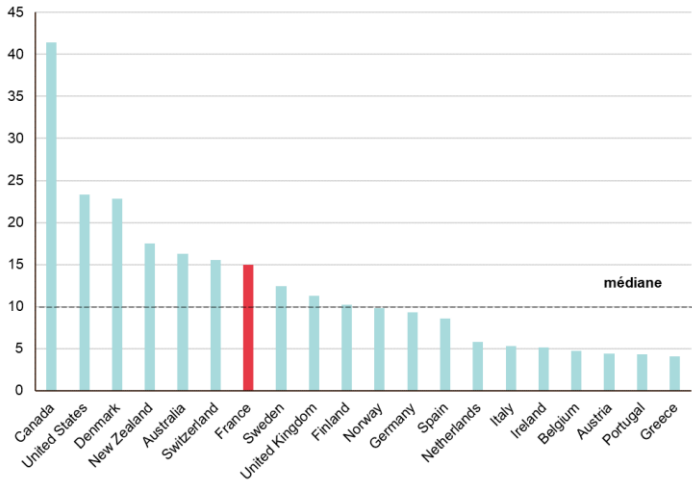


(Annexe 2/3) Analyse comparative : les 12 variables utilisées

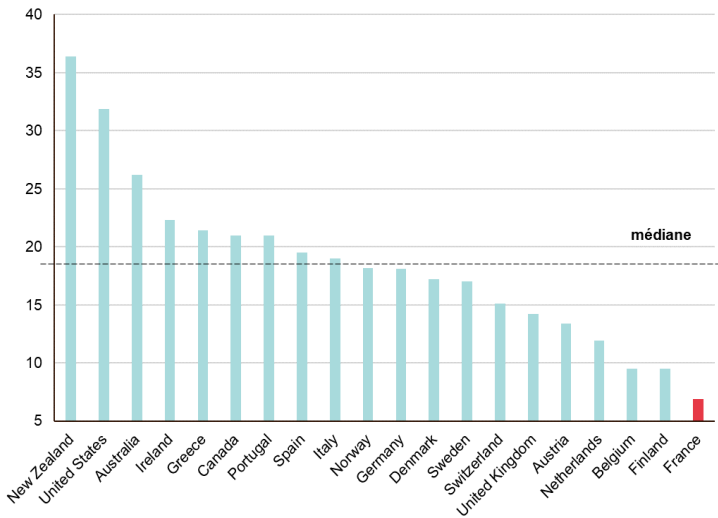
Actifs des fonds de pensions (% PIB)



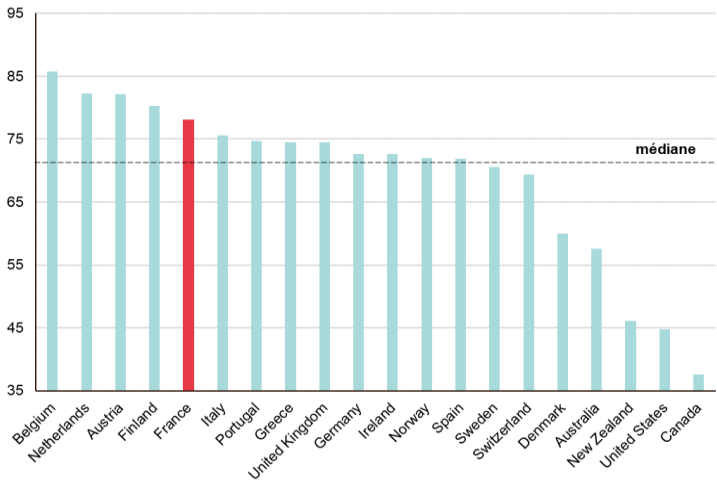
Part des revenus des seniors issue du capital (%)



Part des revenus des seniors issue du travail (%)



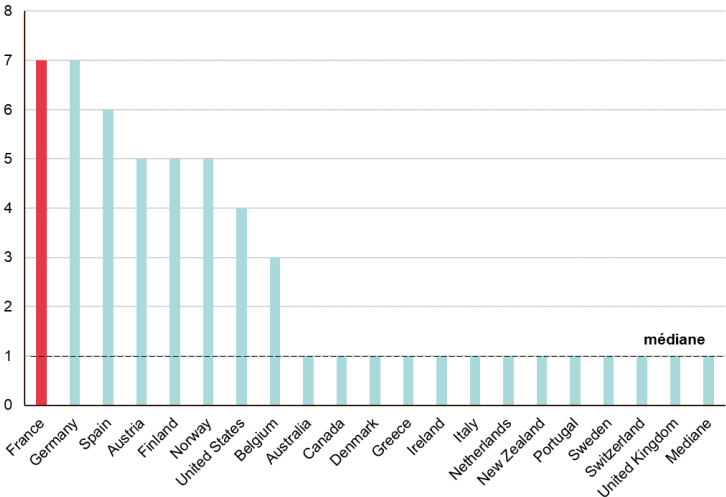
Part des revenus des seniors issue des transferts (%)



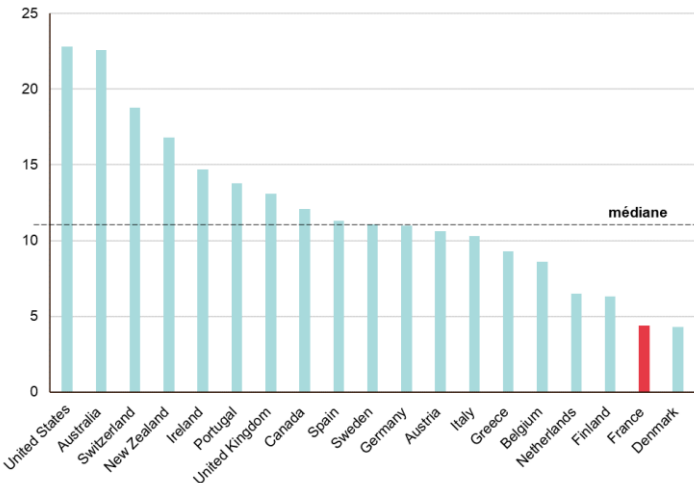


(Annexe 3/3) Analyse comparative : les 12 variables utilisées

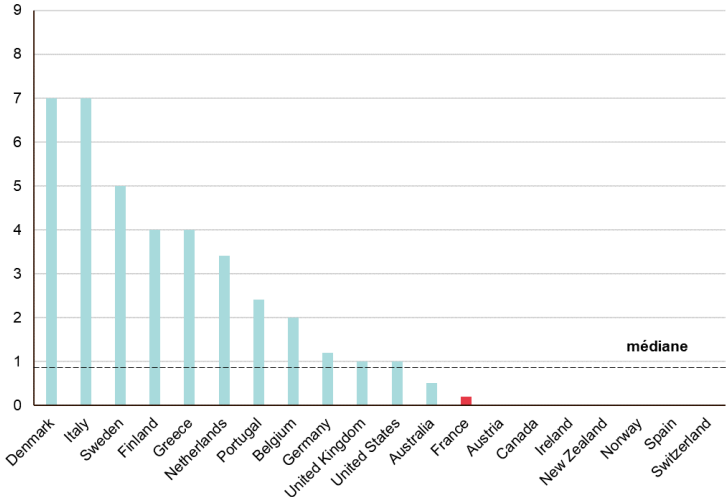
Nombre de régimes de retraites



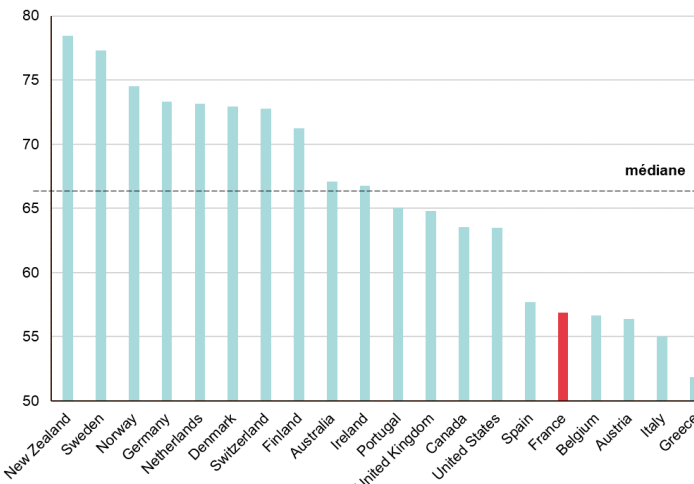
Taux de pauvreté des plus de 65 ans (%)



Différence entre l'âge de départ prévu en 2060 et actuel de retraite (ans)



Taux d'emploi des 55-64 ans (%)





Sources des variables

VARIABLE	SOURCE	Date
Taux de remplacement net (%)	OECD pension models	2023
Age effectif de départ à la retraite (ans)	OECD estimates based on the results of national labour force surveys and the European Union Labour Force Survey.	2017-2022
Taux d'emploi des 55-64 ans (%)	OECD database Labour Market Statistics by sex and age: employment-population ratio	2022
Revenu relatif des plus de 65 ans	OECD Income Distribution Database	June 2023
Nombre de régimes de retraites principaux	International Social Security Association	July 2023
Actifs des fonds de pensions (% PIB)	OECD Data Explorer	Moyenne 2021-2023
Part des revenus des seniors issus du capital (%)	OECD Income Distribution Database	June 2023
Part des revenus des seniors issus du travail (%)	OECD Income Distribution Database	June 2024
Part des revenus des seniors issus des transferts (%)	http://www.oecd.org/social/income-distribution-database.htm	June 2025
Taux de pauvreté des plus de 65 ans (%)	OECD Income Distribution Database	June 2023
Dépenses de retraites (% PIB)	OECD Social Expenditures Database	2021
Différence entre l'âge de départ prévu en 2060 et actuel de retraite (ans)	OECD	December 2023

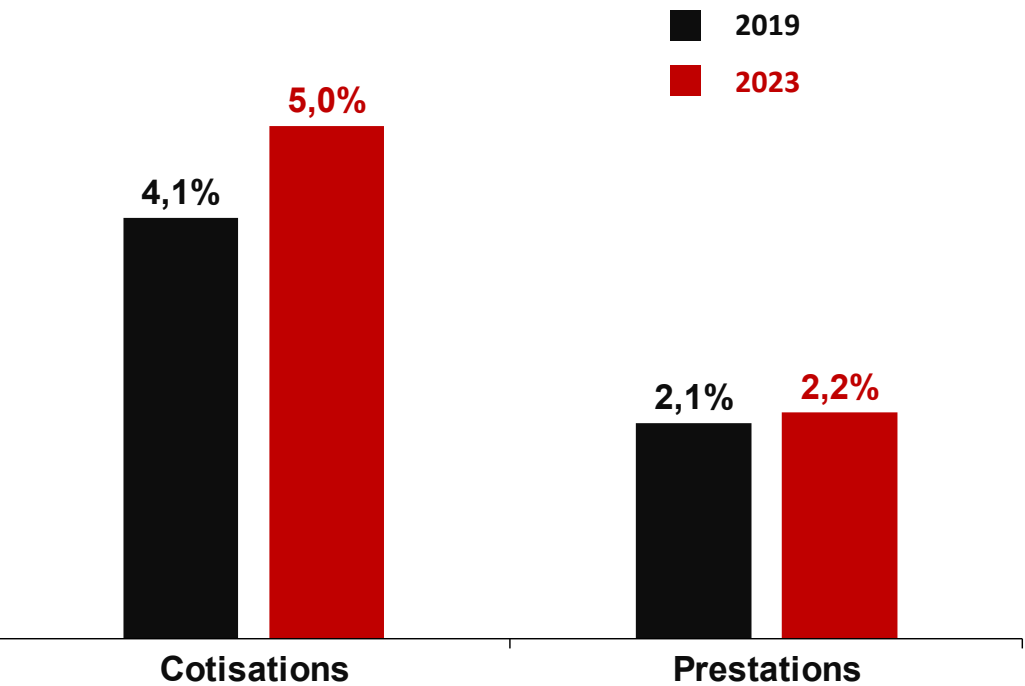
Tableau 1 : Sources des variables

La retraite par capitalisation financière reste marginale en France.

C'est l'immobilier qui fait office de retraite par capitalisation

La retraite supplémentaire se développe en France, dans un premier temps au niveau des cotisations qui progressent au cours des dernières années.

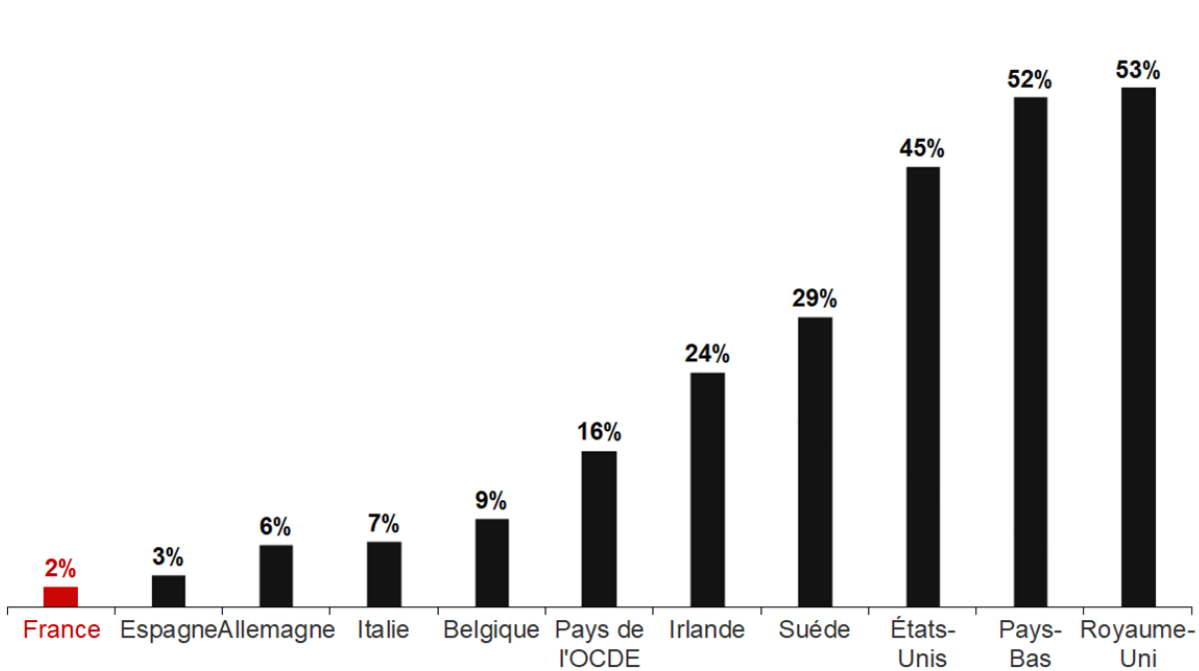
PART DES RETRAITES SUPPLÉMENTAIRES EN FRANCE
(en pourcentage du total)



Source : Drees.

En termes de prestations, la part de la capitalisation dans le total des retraites reste faible en France. Par comparaison, elle atteint presque 16 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE et dépasse 50 % aux Pays-Bas et au Royaume-Uni contre seulement 2 % en France.

PART DES PRESTATIONS DES RETRAITES SUPPLÉMENTAIRES
(en pourcentage du total)



Source : OCDE.